



Aux lecteurs et lectrices,

LA GUERRE EN IRAK, DIX ANS PLUS TARD

Dans cet article pris dans le bulletin **L'EMI en bref**, no 64, avril 2013, vous lirez une réflexion sur la guerre en Irak, les raisons et les conséquences de cette guerre. Pas gai, certes. Que pouvons-nous faire? Prier. Prier pour que le désir de paix grandisse partout. Travailler à bâtir la paix partout où nous sommes afin qu'elle se répande partout comme une onde. Paix à vous.

À l'aube du 20 mars 2003, les Etats-Unis en tête d'une « coalition de volontaires » lançaient leur guerre contre l'Irak. En moins de quatre semaines, la capitale Bagdad était tombée aux mains des forces envahissantes.

Dix ans plus tard, qu'en est-il vraiment? Même si le nombre de morts est très controversé, plusieurs sources estiment à 1,5 million d'Irakiens tués entre mars 2003 et mars 2013. Trois millions seraient réfugiés, soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger. L'offensive militaire a systématiquement détruit écoles, hôpitaux, usines, musées, centrales d'énergie, installations de purification des eaux. Selon l'UNESCO, entre mars 2003 et octobre 2008, plus de 30 000 attaques ont ciblé des institutions d'enseignement. Plusieurs de ces établissements ont été réquisitionnés par les militaires. Près de 500 professeurs auraient été tués. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que des milliers de scientifiques, professionnels et enseignants d'universités aient fui le pays. Près de 500 éducateurs auraient été tués et 75% des médecins, pharmaciens, infirmiers sont morts, ont émigré ou ont abandonné leur poste.

L'Irak est devenu le pays des orphelins. On estime leur nombre à 5 millions dont plus d'un demi-million vivent dans les rues. L'Irak est aussi le pays des veuves. Selon le ministère irakien des Affaires des femmes, on en comptait environ 3 millions en 2007. Plus de la moitié d'entre elles ont perdu leur mari après l'invasion de 2003 avec les conséquences dramatiques que l'on peut imaginer. Plus de 50% d'entre elles seraient victimes de violences.

Sous occupation étrangère, l'Irak a été un paradis pour les investisseurs, au détriment des Irakiens qui n'ont eu rien à dire dans la reconstruction de leur pays. Les nouveaux contrats ont presque tous été attribués à des entreprises étrangères, dont la plus connue, l'entreprise de construction Halliburton du Texas dont Dick Cheney, vice-président et homme fort du gouvernement Bush d'alors en est toujours actionnaire.

La guerre contre l'Irak a coûté aux contribuables américains 811 milliards, selon le site costofwar.com. Ce chiffre pourrait atteindre 3 000 milliards si l'on en croit les calculs faits par Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie (2001), ce montant équivalant à cent ans d'aide au développement des Etats-Unis.

Avec le départ en décembre 2011 des troupes étrangères, l'Irak est disparu des radars. Les conditions de vie de la population n'intéressent plus les médias occidentaux. Pourtant, ses protestations n'ont jamais cessé et se sont même intensifiées à l'occasion du « printemps arabe » en janvier-février 2011. Depuis décembre 2012, des manifestations de centaines de milliers de personnes se tiennent un peu partout dans le pays pour réclamer l'accès aux services de base, la fin des violences, l'abolition des lois antiterroristes, l'arrêt des divisions parmi les groupes religieux et ethniques, la sanction du comportement criminel de l'armée, de la police et des forces de sécurité.

Le 10^e anniversaire de l'invasion de l'Irak fournit l'occasion de prendre la mesure des motifs mensongers de son déclenchement, de son inutilité et de sa dévastation. Cette guerre illustre une fois de plus que l'option militaire ne ramène jamais la paix et la démocratie. En s'opposant massivement à son déclenchement en 2003, des centaines de milliers de manifestants et de manifestantes de par le monde l'avaient bien compris.

À l'occasion de cet anniversaire, les médias québécois et canadiens ont rappelé avec insistance le « non » du premier ministre Jean Chrétien à la participation du Canada à la guerre en Irak. En réaction à cette couverture médiatique et pour aider à mieux comprendre en quoi la décision de Jean Chrétien a masqué une série d'autres interventions, les porte-parole du Collectif Échec à la guerre, Raymond Legault et Suzanne Loiselle, ont cosigné l'article Le Canada a participé à la guerre en Irak. Cet article publié dans Le Devoir est disponible sur le site de l'EMI : lentraidemissionnaire.org.